

ment elle est insérée dans la colonne réservée aux nouvelles. Elle est datée, Winnipeg, 27 avril, et contient ce qui suit :

“ Les immigrants continuent à se rendre en foule dans le Manitoba, venant de Dakota-sud, avec leurs animaux et effets mobiliers. Un grand nombre de ces immigrants sont arrivés ce matin, leur convoi étant décoré d'inscription comme celles-ci :

“ Plus de 2 pour cent par mois. ” “ Plus d'eau à transporter de cinq milles de distance. ” “ Plus de deux boisseaux par acre. ” “ Plus d'oxaline. ” “ Plus d'agents de machine à moudre. ” “ Bonjour Dakota-sud, ” “ En route pour le Nord-Ouest canadien. ” “ Terres gratuites, bois en abondance, eau en quantité, intérêt à 8 pour cent par année. ” “ Hourra pour Yorkton. ”

La colonne éditoriale du journal contredit invariablement la colonne destinée aux nouvelles. Maintenant, voici un article intéressant, écrit par un Canadien éminent, M. E. E. Sheppard, éditeur du *Saturday Night*, de Toronto, et je me permettrai d'en lire une partie :

Il y a eu une époque où les cultivateurs canadiens émigraient aux Etats-Unis, croyant que les terres à bon marché et un marché immense leur donneraient bientôt la richesse. Ils ont tous été désabusés. La ligne imaginaire qui sépare le Nord-Ouest canadien du Minnesota, du Dakota, du Montana et du territoire de Washington est maintenant franchie par les wagons de ceux qui viennent dans notre pays. Nous avons un pays infiniment plus fertile que le leur; la nature nous a donné deux heures de soleil de plus pour mûrir nos céréales, que n'en ont les régions où pousse le blé. L'extrémité nord-est de ce continent est plus vaste, plus grandiose en paysages, plus noble par le travail des hommes qui l'ont colonisée, et cette région devient plus attrayante pour le peuple qui est au sud. Jusqu'à ce jour, nous ne pouvions pas espérer que nous aurions des immigrants des Etats-Unis. Le Canada a attendu que les Etats-Unis atteignissent le chiffre de population qu'ils convoitaient. Ce pays ne sera plus désormais la Mecque pour les chercheurs d'or; il n'a cessé d'être le pays où les étrangers peuvent ramasser les guinées. Ceux qui reconnaissent le plus ce fait sont les Américains eux-mêmes. Nous n'attendons pas leur excédent de population, car il n'est pas désirable que nous recevions l'élément le plus sain et le plus économique sorti de ce courant d'invasisseurs étrangers, qui sont aussi mal venus aux Etats-Unis qu'ils étaient mal vus dans leur pays. Le Canada se développe lentement mais sûrement. Il n'y a que l'homme courageux qui s'aventurera dans le nord; les paresseux se grouperont sous les palmiers du sud.

A mesure que nous nous développerons et que nous nous fortifierons, l'argent et tout ce qui s'en suit nous arriveront. Nos villes grandiront; ces étendues de terre encore inhabitées se peupleront; et tout en prenant plus de temps pour coloniser nos prairies, cependant, une fois qu'elles seront peuplées, il n'y aura pas de nécessité de réédifier ni rien fournir, et la partie septentrionale du Nord-Ouest est aussi certaine de dominer, d'absorber les richesses de ceux qui vivent dans le luxe et l'insouciance, qu'il est certain que, dans l'histoire des premiers siècles, les tribus du nord ont balayé devant elle les populations efféminées du sud sans éprouver de revers. Nous ne pouvons pas douter que ce qui a eu lieu dans le passé se renouvellera dans l'avenir. Les pays du nord réussissent après que les pays plus chauds ont épuisé leurs forces. Nous avons dû attendre, mais nous n'attendrons pas bien longtemps. Même aujourd'hui, le courant est tourné de notre côté; les wagons qui traversent la frontière sont tirés par des chevaux dont les sabots laissent des empreintes indiquant qu'ils se dirigent vers le nord; tout nous arrive à souhait; c'est un moment de transition; ceux qui protègent ce qu'ils ont et qui acquièrent la propriété de ceux qui pensent que le monde va rétrograder, réussiront dans un avenir peu éloigné. De la vieille chanson qui nous conjure de ne jamais arracher de notre porte le fer à cheval qui y est cloué, nous pouvons tirer la morale que voici : ne soyons jamais découragés quand tous les fers à cheval sont tournés vers le Canada.

Je crois, M. l'Orateur, que nous avons raison d'avoir confiance dans notre avenir. Nous avons raison d'espérer, non seulement pour les anciennes provinces, mais aussi pour notre vaste Nord-Ouest. M. l'Orateur, je ne retiendrai pas la chambre plus longtemps. Je vous remercie et je remercie la

M. WALLACE.

chambre d'avoir écouté mes observations avec une aussi grande bienveillance.

M. KING : M. l'Orateur, vu que je n'ai pas encore fait perdre à la chambre son temps durant cette session, je crois avoir raison d'espérer que les honorables députés voudront bien m'accorder quelques instants pour que je puisse exprimer ma manière de voir sur la question que nous discutons en ce moment.

Il y a douze ans, pendant que je siégeais dans cette chambre, je me rappelle le jour mémorable où fut pris le vote qui inaugura la politique nationale dans notre cher Canada. Je me rappelle bien les prédictions que l'on fit alors quant aux avantages que le pays en retirerait. J'ai cru à cette époque qu'il était de mon devoir de m'opposer à cette politique, et mes opinions n'ont pas changé depuis.

Je dois néanmoins avouer, M. l'Orateur, que, quand je vis en 1880 et 1881, que l'on faisait le placement de capitaux considérables dans ma province, quand je vis la brique et le mortier s'y amonceler dans toutes les directions, quand, humble membre de cette chambre, j'entendis l'honorable monsieur, qui a depuis quitté la vie politique, s'adresser à cette chambre d'année en année en élevant jusqu'aux nues la politique nationale, consacrant la moitié de ses exposés financiers à louer cette politique, et signalant ce qu'elle produisait et ce qu'elle produirait pour l'avantage de sa province natale, quelques-uns de mes amis et moi eûmes des doutes sur la ligne de conduite que nous suivions.

Mais si nous avons douté à cette époque, le doute est disparu. Nous ne sommes plus d'avis que la politique nationale a pu être considérée comme devant être à l'avantage du Nouveau-Brunswick tout au moins; et je puis dire de suite que dans les observations que j'ai à adresser à la chambre, j'agirai comme je l'ai fait dans d'autres circonstances. Je crois qu'il est de mon devoir et que j'ai le droit de discuter une question de cette nature au point de vue des intérêts de la province d'où je viens. Je comprends qu'il y a des intérêts variés dans ce pays, de sorte que ce qui est bon pour une partie du Canada, ne l'est pas toujours pour l'autre; et je viens affirmer que la politique qui a été adoptée en 1879, et qui a été suivie depuis ce temps, n'a pas été avantageuse à la province du Nouveau-Brunswick.

J'ai observé qu'un changement visible s'était opéré dans les discours des honorables députés de la droite sur cette question. Je me souviens que, lorsque j'avais le plaisir de les entendre, entre 1879 et 1887, invariablement, ils prédisaient non seulement ce que cette politique produirait, mais ils signalaient les résultats avantageux qu'elle avait déjà eus. Durant cette session, j'ai entendu les discours des honorables députés de la droite, et que disent-ils aujourd'hui? Parlent-ils des bons résultats que cette politique a produits? Pas du tout; mais ils se tiennent sur la défensive et ils cherchent à démontrer que cette politique n'a pas été aussi désavantageuse au pays que nous l'avions cru.

Je n'ai pu m'empêcher de remarquer, en écoutant les discours éloquent de l'honorable ministre des finances, que je suis toujours fier d'entendre parler dans cette chambre, que pas un mot n'a été consacré à la politique nationale. C'est un grand contraste avec les discours prononcés dans cette chambre il y a quelques années par lui et son prédéces-